

505LH h21/6

700

(19h2, h5-h6)

Règles générales en matière d'approvisionnement  
en pièces et matières

Instruction Générale MT-VB 253 c	25. 8.42
Instruction Générale Ex 6 a n° 1	1.11.45
Rectificatif 1 à l'I.G. Ex 6 a n° 1	16. 1.46

RECTIFICATIF N° 1  
A L'INSTRUCTION GÉNÉRALE

du 25 août 1942

« Approvisionnement des pièces ou matières ne figurant pas  
à l'approvisionnement courant »

MT  
VB 253 C

N° 1

Remplacer les pages 1 et 2 de l'Instruction Générale précitée par la nouvelle page ci-jointe.

— Substituer les N°s IV et V aux N°s des Chapitres III et IV.

— Ajouter « et assimilés » à « Magasin général » aux cours des différents articles des Chapitres III page 3, IV et V.

— Substituer les n°s 10 à 20 aux n°s des articles actuels 7 à 17.

Page 3 — article 11 — 3<sup>e</sup> ligne — Substituer le N° V au N° du Chapitre IV.

— Renvoi (1), substituer au texte actuel le texte ci-après :

« Ces règles sont également applicables aux pièces à réparer figurant normalement dans les stocks des magasins généraux et assimilés ».

En outre, supprimer dans le texte des nouveaux articles 10-11-14 et 19 et 20 les appellations Aa et Ac et remplacer à l'article 10, 13<sup>e</sup> ligne, AcR par **Ar**.

Les agents inscriront, en marge de l'Instruction Générale précitée, la mention : « Modifiée par le Rectificatif n° 1 du janvier 1946. »

Paris, le 18 janvier 1946.

Le Directeur Général,

J. GOURSAT.



Rectificatifs :

## **INSTRUCTION GÉNÉRALE**

*Ce même document figure dans les collections des agents MT et VB sous le n° 251 c n° 1.*

**EX 6 a**

**N° 1**

### **CLASSIFICATION AU POINT DE VUE DE LEUR MODE D'APPROVISIONNEMENT DES PIÈCES ET MATIÈRES NÉCESSAIRES A LA S. N. C. F.**

#### **article 1 ♦ Généralités.**

Les pièces et matières nécessaires aux divers Services ou Etablissements de la S.N.C.F. pour assurer l'exploitation du Chemin de fer (1) peuvent être :

— soit régulièrement stockées dans les Magasins Généraux (2) pour être disponibles à tout moment et être fournies aux Etablissements consommateurs dès que ceux-ci en expriment la demande ;

— soit achetées dans l'industrie privée ou mises en fabrication par les Ateliers de la S.N.C.F. seulement sur demande des Services consommateurs pour ne leur être livrées qu'à l'expiration des délais nécessaires pour la commande, la fabrication et le transport des fournitures demandées.

Les Services utilisateurs, préoccupés de réduire les conséquences d'avaries possibles et les délais d'immobilisation du matériel à réparer, ont souvent tendance à multiplier à l'excès les articles stockés en dépit de l'accroissement des dépenses et des charges qu'entraîne le stockage (immobilisations de capital, frais divers, etc...) et du risque d'augmentation des stocks à faible mouvement résultant de l'évolution des types de matériel et de la technique de la réparation. Aussi convient-il de combattre cette tendance.

Mais cette action ne doit pas avoir pour conséquence des pénuries de pièces nécessaires à l'exploitation ou à l'entretien du matériel et des installations non plus qu'une fragmentation des achats génératrice de prix élevés et de frais d'achat excessifs.

♦ (1) Y compris les pièces de parc réglementées par l'Instruction Générale MT 12 b n° 2 du 5 novembre 1941.

♦ (2) Sont, dans la présente Instruction dénommés « Magasins Généraux » les Magasins Généraux proprement dits, les Magasins locaux considérés pour certains articles comme Magasins Généraux et les Parcs de matériel fixe. En outre, peut être assimilé à un Magasin Général l'établissement (ou, en ce qui concerne les Services V.B., les quelques établissements dépendant d'un même arrondissement), chargé seul sur l'ensemble de la S.N.C.F. de l'entretien d'engins existant en un très petit nombre d'exemplaires et, comme tel chargé de la gestion du stock des pièces de rechange nécessaires ; cette assimilation est naturellement limitée à ces pièces.

Il convient donc de stocker dans les Magasins Généraux tous les articles dont le stockage est, soit nécessaire pour assurer la continuité de l'exploitation, soit avantageux au point de vue financier, mais de n'y stocker que ceux-là.

La présente Instruction a pour but de donner les directives suivant lesquelles doit être choisi le mode d'approvisionnement de chaque article.

En outre, elle précise les catégories de pièces ou matières à faire figurer à la Nomenclature Générale (1) et les modalités de réapprovisionnement à appliquer.

## **article 2 ♦ Classification des pièces et matières.**

Les pièces et matières nécessaires aux divers Services et Etablissements de la S.N.C.F. sont classées, au point de vue de leur mode d'approvisionnement, en 3 catégories :

- articles stockés couramment dans les Magasins Généraux (articles SC)
- articles non stockés dans les Magasins Généraux et réapprovisionnés sur demande (articles AD)
- articles non stockés dans les Magasins Généraux et achetés exceptionnellement (articles AE)

## **article 3 ♦ Articles stockés couramment (articles SC).**

Entrent dans cette catégorie :

A — les articles dont la consommation, pour l'ensemble de la S.N.C.F., présente un caractère de continuité et de régularité tel qu'ils font l'objet d'achats ou de fabrications répétés avec une fréquence minimum fixée, pour l'ensemble du Service régional intéressé, à 4 demandes d'achat ou de fabrication en 2 ans (demandes émises pendant les 2 années écoulées pour les articles existants, prévisions pour les 2 années à venir en ce qui concerne les articles nouveaux).

Toutefois, par exception et bien que répondant à la condition ci-dessus, ne sont pas considérés comme articles SC les articles non essentiels à la marche du chemin de fer et disponibles dans le commerce tels qu'ils sont définis à l'article 4, § B.

B — quelles que soient leur consommation et la fréquence de leurs demandes d'achat ou de fabrication, les articles que le Service régional utilisateur juge essentiels pour la marche du chemin de fer et qu'il estime indispensable de maintenir toujours en stock dans les Magasins Généraux, en raison soit de leur nature même, soit de la longueur des délais nécessaires pour les recevoir de l'industrie privée ou pour les faire fabriquer par les Ateliers de la S.N.C.F.

D'autre part, les articles SC que le Service utilisateur décide de ne plus réapprovisionner restent incorporés dans cette catégorie jusqu'à épuisement du stock existant.

Les articles SC sont normalement stockés dans les « Magasins Généraux et sont inscrits à la Nomenclature Générale ; leur réapprovisionnement est assuré dans les conditions prévues au calendrier de réapprovisionnement conformément aux dispositions de l'Instruction Générale MT 253 a n° 1 du 24 décembre 1939 pour les Services MT, de la Note Générale VB Affaires Générales N° 19-A<sup>16</sup> du 1<sup>er</sup> janvier 1941 pour les Services VB et des notes diverses du Service A sur le contingentement visées à l'article 13 de l'Avis Général MT — VB 253 e du 9 octobre 1943 ; cependant les articles stockés jusqu'à épuisement ne doivent donner lieu à aucune demande d'acquisition ou de fabrication.

## **article 4 ♦ Articles non stockés et réapprovisionnés sur demande (articles AD).**

Sont à classer dans cette catégorie :

A — les articles non essentiels pour la marche du chemin de fer qui donnent lieu, pour l'ensemble du Service régional utilisateur à moins de 4 demandes d'achat ou de fabrication pendant les 2 années prévues à l'article 3, § A.

♦ (1) Voir les Instructions Générales EX 6a N° 2 et MT — VB 251 c N° 2 du 1<sup>er</sup> novembre 1945.



sans cependant pouvoir être classés AE parce que faisant l'objet de demandes renouvelées quoique rares et irrégulières.

B — les articles non essentiels pour la marche du chemin de fer qui donnent lieu, pour l'ensemble du Service régional utilisateur au minimum à 4 demandes d'achat ou de fabrication pendant les 2 années prévues à l'article 3, § A et qui répondent **simultanément** aux deux conditions ci-après :

- être commandés en quantité inférieure à la quantité économique (1) déterminée par le Service A en accord avec le Service technique intéressé ;
- être couramment disponibles dans le commerce, dans le type et la qualité désirés, en quantité correspondant aux besoins usuels de l'ensemble de la S.N.C.F., et pouvoir être commandés et livrés en temps voulu bien que demandés seulement au fur et à mesure des besoins, ou bien pouvoir être fabriqués et livrés par les Ateliers S.N.C.F. sur demandes des consommateurs dans des délais suffisamment réduits pour qu'il n'en puisse résulter aucun retard dans l'exploitation, aucune immobilisation de véhicules, d'engins, d'installations, etc...

C — à titre provisoire, les articles qui seront probablement nécessaires pour l'entretien de matériels ou de véhicules de type nouveau mais dont la consommation ne pourra être évaluée qu'après une période d'observation suffisante.

Les articles AD ne sont pas stockés dans les Magasins Généraux mais ils figurent à la Nomenclature Générale où ils sont repérés par un signe spécial les distinguant des articles SC. Leur acquisition est demandée dans les conditions prévues par l'Instruction Générale MT-VB 253 c n° 1 du 25 août 1942 ou par les notes diverses du Service A sur le contingentement visées à l'article 13 de l'Avis Général MT-VB 253 e du 9 octobre 1943.

Les articles AD n'étant pas stockés dans les Magasins Généraux, le Service consommateur ne doit pas omettre de tenir compte, pour son réapprovisionnement des délais nécessaires pour obtenir la livraison des pièces ou matières intéressées.

## **article 5 ♦ Articles non stockés et achetés exceptionnellement (articles AE).**

Cette catégorie comprend les articles destinés à satisfaire les besoins qui ne sont pas appelés à se renouveler et dont l'acquisition est exceptionnelle (2).

Elle comprend notamment les articles destinés à des travaux, à des applications ou à des transformations à effectuer suivant programmes, même s'ils doivent être commandés en plusieurs tranches successives, sans qu'il soit prévu de stock d'entretien.

Ces articles ne sont pas stockés dans les Magasins Généraux (3) et ne figurent pas à la Nomenclature Générale ; leur acquisition est demandée lorsque le besoin s'en fait sentir, dans les conditions fixées par l'Instruction Générale MT-VB 253 c n° 1 du 25 août 1942 ou par la Notice Technique MT 253 b n° 2 du 25 mai 1945.

Ces articles n'étant pas stockés dans les Magasins Généraux, le service consommateur ne doit pas omettre de tenir compte pour sa demande des délais nécessaires pour obtenir la livraison des pièces et matières intéressées.

## **article 6 ♦ Premier classement de chaque pièce ou matière.**

Dès la mise en vigueur de la présente Instruction pour les articles existants (4) puis, dans l'avenir, dès que le besoin d'un article nouveau apparaît, le Service technique compétent (en général Service régional utilisateur,

♦ (1) La « quantité économique » est la quantité minima pour laquelle, dans les conditions d'acquisition prévues par le calendrier de réapprovisionnement (c'est-à-dire acquisition périodique et simultanée pour tous les articles d'une même catégorie), le prix d'achat est inférieur de x % au prix obtenu pour des achats effectués au fur et à mesure des besoins, x % représentant la différence entre les charges financières supportées par la S.N.C.F. dans l'un et l'autre cas (frais administratifs divers, frais de stockage, frais de distribution, frais de transport, taux d'intérêt et amortissement du capital engagé, etc...).

♦ (2) Exemples : pièces destinées à la transformation isolée d'engins ou de véhicules et pour lesquels on ne prévoit aucune consommation d'entretien, pièces sans usure normale destinées à la réparation d'un engin, d'un véhicule ou d'une installation avarié accidentellement, groupe complet de relai de centrale automatique, appareil de mesure de précision, matériel spécial nécessaire pour l'ouverture d'un cabinet médical, d'une exposition, pour l'aménagement d'un terrain de sports, etc...).

♦ (3) Toutefois, par exception, les articles destinés à des travaux, à des applications ou à des transformations suivant programmes peuvent être livrés aux Magasins Généraux et stockés par eux en vue de leur distribution aux établissements utilisateurs.

♦ (4) Toutefois, pour les articles existants compris dans des groupes de la Nomenclature Générale non encore publiés, le classement pourra être fait lors de la mise au point de ces groupes.

Région directrice pour la constitution du premier stock de pièces de rechange prévu par la Notice Technique MT 253 b n° 1 du 20 janvier 1941, Division d'Etudes spécialisée ou Service Central Technique intéressé, etc...) propose le classement de l'article dans une catégorie.

Le classement définitif est fait en accord par le Service T ou V et par le Service A. Il est choisi, pour chaque Service, d'après les conditions d'emploi propres à ce dernier ; un même article peut donc être classé dans des catégories différentes suivant la Région utilisatrice et, pour une même Région, suivant le Service intéressé<sup>(1)</sup>. Toutefois, le classement doit être identique pour toutes les Régions intéressées en ce qui concerne les articles dont la mise à l'approvisionnement est décidée par une Région directrice aux termes de la Notice Technique MT 253 b n° 1 du 20 janvier 1941 et les articles pour lesquels les Services Centraux techniques décident d'adopter une règle d'approvisionnement commune.

En raison des répercussions possibles d'un classement mal établi, les décisions relatives à ce classement doivent être prise dans les Services Régionaux par les Chefs de Division ou de Subdivision technique intéressés et par le Chef de la Subdivision des Approvisionnements (Service MT) ou par le Chef de la Subdivision Travaux et Approvisionnements (Services VB).

### **article 7 ♦ Révision du classement.**

Le Service A, ou le Service V pour les articles de sa compétence, procède tous les 2 ans, en principe, à la révision du classement de tous les articles AD ou AE qui ont fait l'objet de demandes d'acquisition pendant les deux années écoulées. Compte tenu des quantités commandées pour l'ensemble de la S.N.C.F., des prix obtenus lors des achats isolés effectués et de ceux qui eussent vraisemblablement été obtenus si ces articles avaient été approvisionnés, il évalue la « quantité économique » et détermine en accord avec le Service Central Technique compétent si l'article considéré doit être classé dans une autre catégorie. S'il est décidé de le classer SC, ces Services désignent le ou les Magasins Généraux chargés de le stocker.

D'autre part, indépendamment de la révision périodique indiquée ci-dessus, le Service A, ou le Service V pour les pièces ou matières dont l'acquisition est de sa compétence, et les Services Centraux Techniques compétents doivent, d'un commun accord et sur l'initiative des uns ou des autres, effectuer la mutation d'un article d'une catégorie dans une autre dès que les éléments qui entrent en jeu pour le classement ont changé et justifient cette mutation ou dès qu'apparaît une erreur dans le classement antérieur. De leur côté les S.R.A. (2) directement et les Magasins Généraux ou locaux ainsi que tous les Services utilisateurs par le canal des dites Subdivisions doivent proposer aux Services Centraux Techniques compétents les changements de catégorie qui leur paraissent nécessaires. Si ces Services Centraux Techniques sont d'accord, il procèdent comme indiqué à l'alinéa précédent.

Toutefois, il faut éviter de passer alternativement, pour un même article, d'une catégorie d'approvisionnement à une autre. Une mutation ne doit donc être faite que si les éléments qui la justifient ont un certain caractère de permanence ; aucune mutation ne doit être effectuée pour des causes présentant un caractère temporaire, à moins qu'elles ne soient prévues pour une durée prolongée (4 ans ou plus, en principe).

### **article 8 ♦ Mise en vigueur de la présente Instruction.**

La présente Instruction entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1945.

Paris, le 1<sup>er</sup> novembre 1945.

*Le Directeur Général,*

**J. GOURSAT.**

♦ (1) Lorsqu'un article classé AD ou AE par un Magasin général figure à la Nomenclature Générale à l'approvisionnement d'un autre Magasin général quelconque de la S.N.C.F. comme article SC, c'est à ce dernier Magasin et non au Service A ou V que doit être adressée la demande établie suivant les règles en vigueur pour les demandes régionales ou interrégionales.

♦ (2) Subdivisions Régionales d'Approvisionnement pour les Services Matériel et Traction et Subdivisions Travaux et Approvisionnements ou Subdivisions Signalisation et Installations Electriques pour les Services Voie et Bâtiments.



Paris, le 25 août 1942

N° 1

**APPROVISIONNEMENT DES ARTICLES  
QUI NE FIGURENT PAS NORMALEMENT DANS LES STOCKS  
DES MAGASINS GÉNÉRAUX ET ASSIMILÉS (1)**

**CHAPITRE PREMIER**

**OBJET DE LA PRÉSENTE INSTRUCTION GÉNÉRALE**

**article 1** ♦

Les règles à appliquer pour assurer le réapprovisionnement des pièces ou matières qui figurent normalement dans les stocks des magasins généraux et assimilés (articles S.C.) font l'objet des IG M.T. 253 a N° 1 et 254 c N° 1 du 24 décembre 1939 pour les Services du Matériel et de la Traction et de la Note Générale V.B. — Affaires Générales N° 19-A<sup>16</sup> du 1<sup>er</sup> janvier 1941 pour les Services de la Voie et des Bâtiments.

Celles à appliquer pour les articles qui ne figurent pas normalement dans les stocks des magasins généraux et assimilés dont l'achat incombe au Service A, font l'objet de la présente instruction qui détermine également le processus à suivre pour les demandes de réparation, par l'industrie privée, des pièces figurant ou non à l'approvisionnement courant.

**CHAPITRE II**

**APPROVISIONNEMENT DES ARTICLES A. D.**

**article 2** ♦

Ces articles sont demandés au Service A, soit exceptionnellement sur demandes d'achat établies par le Service Central V soit normalement sur fiches d'approvisionnement Aa 039, lesquelles doivent comporter tous les renseignements indispensables à l'établissement de la commande (n° de nomenclature, S.T., dessin, nom du dernier fournisseur, n° et date de la commande précédente, etc...).

Pour éviter toute confusion avec les demandes de réapprovisionnement relatives aux articles S.C. les fiches se rapportant aux articles A.D. recevront un timbre A.D. dans le cartouche réservé à l'indication de la périodicité.

**article 3** ♦

Les demandes peuvent être faites à une date quelconque et en dehors de toute périodicité, en tenant compte toutefois des délais nécessaires au Service A pour la passation de la commande et pour la livraison des articles demandés.

**article 4** ♦

Les articles A.D. faisant défaut aux établissements utilisateurs font l'objet de fiches d'alerte ou de pénurie dans les conditions fixées par l'I.G. MT 254 c n° 1 du 24 décembre 1939 et de la Note Générale VB — Affaires Générales 19 A<sup>16</sup> du 1<sup>er</sup> janvier 1941.

**CHAPITRE III**

**APPROVISIONNEMENT DES ARTICLES A. E.**

**article 5** ♦

Ces pièces ou matières sont demandées par les établissements utilisateurs sur imprimé « Demande d'achat » mod. Aa-031 ou Aa-032 (2). Ces imprimés sont établis sur papier de couleurs différentes suivant la région intéressée :

EST	— rose	SUD-OUEST	— mauve
NORD	— jaune	SUD-EST	— bleu
OUEST	— vert		

♦ (1) Par magasins généraux et assimilés il faut entendre les magasins généraux, les ateliers-magasins, les magasins régionaux et les parcs d'arrondissement VB.

♦ (2) En exécution de cette règle, les demandes d'approvisionnement ou de réapprovisionnement doivent être établies exclusivement sur les fiches de réapprovisionnement, sur les états de modification mod. Aa 22, sur états Aa 049 ou sur les demandes d'achat mod. Aa-031 ou Aa-032 suivant le cas. L'emploi, pour ces demandes, de tout autre imprimé est pros crit ; il en est de même des demandes faites sous forme de lettre ou de note.



## article 6 ♦

Les demandes peuvent être faites à une date quelconque et en dehors de toute périodicité, mais les demandeurs doivent s'attacher à prévoir leurs besoins de ces articles assez à l'avance pour que le Service A ait le temps matériel nécessaire pour commander et faire livrer en temps utile l'article demandé car un certain délai est indispensable, surtout quand il s'agit de produits contingentés ou d'articles de types spéciaux n'existant pas dans le commerce et qu'il faut faire confectionner spécialement.

Les demandeurs doivent également s'efforcer d'établir simultanément leurs demandes d'achat d'articles de même nature plutôt que de les échelonner.

## article 7 ♦

Chaque demande d'achat ne doit comporter que des pièces ou matières appartenant au même sous-groupe de la Nomenclature Générale S.N.C.F. ou des pièces ou matières qui, ne figurant pas à la nomenclature, s'apparentent à un même sous-groupe de la nomenclature générale.

## article 8 ♦

Les demandes d'achat sont établies sur imprimés mod. Aa 031 ou Aa 032 suivant le cas :

### 1<sup>er</sup> Cas. — *Prise en charge par l'établissement demandeur.*

Si la fourniture demandée doit être prise en charge par l'établissement demandeur lui-même, la demande est établie sur imprimé mod. Aa-031 comportant 3 feuillets dont la répartition est la suivante :

- 1<sup>er</sup> feuillet, destiné au Service A
- 2<sup>e</sup> feuillet, destiné au Magasin Général et assimilés, ou S.R.A. (1)
- 3<sup>e</sup> feuillet, souche du demandeur.

### 2<sup>e</sup> Cas. — *Prise en charge par un Magasin Général et assimilés qui n'est pas l'établissement demandeur.*

Si la fourniture doit être prise en charge par un Magasin Général et assimilés, le demandeur établit une demande d'achat mod. Aa-032 comportant 5 feuillets dont la répartition est la suivante :

- 1<sup>er</sup> feuillet, destiné au Service A
  - 2<sup>e</sup> feuillet, facture
  - 3<sup>e</sup> feuillet, duplicata de facture
  - 4<sup>e</sup> feuillet, avis d'expédition
  - 5<sup>e</sup> feuillet, souche.
- à conserver par le Magasin Général et assimilés qui doit effectuer la prise en charge.

## article 9 ♦

L'établissement demandeur complète ces imprimés par les indications ci-après :

- N° de code du demandeur (imprimé Aa-032),
- N° de compte à débiter (imprimé Aa-032),
- Région et Service (MT — VB — etc...),
- N° et date de la demande (N° à prendre, pour chaque établissement, dans une série continue à recommencer au début de chaque année),
- Etablissement émetteur (à préciser clairement pour éviter toute ambiguïté),
- Désignation et adresse exacte du destinataire,
- Gare destinataire (si l'établissement n'est pas desservi par un embranchement, le préciser clairement),
- Etablissement de prise en charge (Magasin Général et assimilés ou Etablissement destinataire suivant le cas),
- N° de compte statistique s'il y a lieu,
- N° de symbole ou de répertoire s'il y a lieu ; si le n° de symbole est celui de la Région, indiquer également dans cette colonne le n° de groupe de la Nomenclature Générale S.N.C.F.,
- Quantité demandée (préciser l'unité : kg, m<sup>3</sup>, litre, etc...),
- Désignation complète et détaillée de la fourniture en rappelant, s'il y a lieu, la dernière commande de l'article considéré et en précisant les n°s des dessins, des modèles, des types ou spécimens, les références au catalogue du fournisseur, etc...,
- Spécifications techniques ou conditions spéciales de réception (préciser si la fourniture doit faire l'objet d'une réception en usine),
- Fournisseurs à consulter,
- Visa du demandeur et date de la transmission de la demande d'achat au Chef de la Division Technique du Service Régional intéressé.

♦ (1) Au cours de la présente instruction, les Subdivisions Régionales des Approvisionnements du Service du Matériel et de la Traction et les Subdivisions « Travaux et Approvisionnements » du Service de la Voie et des Bâtimens seront désignés par l'abréviation S.R.A.